

INTERVENTION DE PSEUDO-SPÉCIALISTES EN RELIGION SUR LES PLATEAUX

# Les chaînes de télé appelées à l'ordre

**Les chaînes de télévision privées ne vont plus pouvoir inviter n'importe quel pseudo-érudit en Islam sur leurs plateaux. Le ministre des Affaires religieuses compte mettre le holà. Mohamed Aïssa considère que les personnes devant intervenir dans le débat public doivent recevoir la caution de son département et surtout respecter le référent religieux national.**

**Nawal Imès- Alger (Le Soir) -** Excédé par les passages de plus en plus fréquents de pseudo-spécialistes en religion sur les plateaux des chaînes de télévision, Mohamed Aïssa compte intervenir dans la limite de ses prérogatives. S'il reconnaît ne pas avoir autorité sur les chaînes de télévision, le ministre des Affaires religieuses affirme qu'il est en droit d'exiger des chaînes de télévision de n'inviter que des personnes au discours modéré et respectant le référent religieux algérien.

Ces chaînes de télévision devront, dit-il sur les ondes de la Chaîne III, se référer au ministère des Affaires religieuses pour vérifier que les personnes invitées étaient en mesure de s'exprimer dans le respect de «l'Islam ancestral». Mohamed Aïssa estime que,

très souvent, les chaînes de télévision en question ne mesurent pas l'impact des interventions de leurs invités qui développent un discours haineux. Elles sont, dit-il, plus préoccupées par l'audimat que par les retombées des discours extrémistes sur la société. Cette dernière, dit-il, est «immunisée» après des années de terrorisme.

La preuve ? Les citoyens qui ont investi les rues ce vendredi ont, ajoute-t-il, refusé toute récupération de leur mouvement. Le ministre rappelle que son département avait demandé aux imams d'inciter les fidèles à la sagesse et à ne pas céder à la provocation. Cela, dit-il, n'a pas empêché les marches dans quelques villes du pays. Des manifestations, dit-il, que des parties ont tenté de récupérer mais c'était, affirme-t-il,



Photo : D. R.

Mohamed Aïssa.

compter sans la «maturité de la rue». La récupération, souligne Mohamed Aïssa, l'Algérie l'a vécue durant les années 90 et a conduit à bien des dérives mais les choses, pense-t-il, ont bien changé depuis.

La preuve, dit-il, c'est la déradicalisation du discours à l'intérieur

des mosquées. Le processus de formation des imams est bien engagé. Le ministère mise sur des imams formés à l'université avec un bagage scientifique conséquent qui puissent mettre à l'abri des jeunes qui, selon le ministre des Affaires religieuses, sont actuellement beaucoup plus enrôlés dans

l'extrémisme via les réseaux sociaux qu'à partir des mosquées. Le renforcement du respect du référent religieux sera certainement plus important une fois installée l'académie de la fetwa.

C'est le noyau dur de l'actuel Conseil scientifique qui constituera la composante de ladite académie. Actualité oblige, le ministre des Affaires religieuses a été interpellé au sujet des retombées de l'attentat ayant visé le journal *Charlie Hebdo*. Mohamed Aïssa dira que les auteurs de cet assassinat n'ont probablement jamais fréquenté une mosquée et n'avaient aucun lien avec l'Algérie.

Si l'ambiance est «tendue», dit-il, en France, il appartient aux autorités françaises de combattre l'islamophobie.

L'Algérie pour sa part s'est engagée auprès de la France pour envoyer au niveau des mosquées françaises des imams bien formés et ayant déjà connu la décennie noire et donc en mesure de développer un discours modéré.

N. I.

## LES REPRÉSENTANTS DE LA POPULATION ONT INSISTÉ SUR L'ARRÊT IMMÉDIAT DU FORAGE EXPÉRIMENTAL DE GAZ DE SCHISTE

# Hamel en émissaire du Président à In Salah

**C'est finalement le DGSN, Abdelghani Hamel, qui a été dépêché, hier à In Salah, en qualité d'émissaire du président de la République. Les huit représentants de la population ont refusé de débattre du développement local de la région, campant ainsi sur leur revendication initiale : l'arrêt du premier forage expérimental de gaz de schiste à Tidikelt.**

Le directeur général de la Sûreté nationale s'est ainsi déplacé à In Salah, en compagnie de son staff, pour écouter les doléances de la population et les porter au président de la République. Selon Mohamed Azzaoui, un des huit représentants

des manifestants, Abdelghani Hamel a d'emblée essayé de transposer le débat sur le développement local de la région. «Ce que nous avons refusé. La population est sortie dans la rue, dès le premier jour, manifester contre l'exploitation du gaz de schiste, et

notre revendication principale restera l'arrêt du forage expérimental à Tidikelt. Quant aux problèmes socio-économiques que nous vivons à In Salah, l'Etat les connaît bien s'il a réellement la volonté de les prendre en charge», indique-t-il. Mohamed Azzaoui s'explique davantage : «J'ai personnellement dit à l'émissaire du Président que la population a depuis longtemps accepté un cadre de vie insoutenable, à savoir l'absence de structures sanitaires, de routes, d'infrastructures de base et des commodités, pourtant, accessibles à d'autres régions du pays. Mais lorsqu'il s'agit de notre environnement, l'avenir écologique de la

région et surtout la nappe phréatique, nous ne pouvons pas nous taire. La preuve, même les femmes ont manifesté, et pour la première fois dans l'histoire de notre localité.»

### Les manifestations se poursuivront

Selon toujours notre interlocuteur, Abdelghani Hamel a demandé la désignation de trois représentants pour venir, dans les prochains jours à Alger, rencontrer le Premier ministre Abdelmalek Sellal, lequel les informera de la décision du président de la République sur la question. «Ce

que nous avons aussi refusé. Nous avons demandé à ce que la décision du Président nous soit communiquée par le biais de la presse», ajoute-t-il. Le DGSN a également demandé l'arrêt des manifestations, maintenant que les préoccupations de la population seront portées par lui-même à Abdelaziz Bouteflika.

Un vœu qui ne sera pas exaucé. «Nous lui avons expliqué que nous ne pouvons pas convaincre la population de rentrer chez elle. Les manifestations vont se poursuivre jusqu'à l'arrêt de l'exploitation du gaz non-conventionnel à In Salah», conclut-il.

Mehdi Mehenni

## ALI-FAWZI REBAÏNE, PRÉSIDENT DE AHD 54 :

# «Le gaz de schiste, ce n'est même pas la peine d'y penser»

**La déferlante salafiste vendredi dernier lors de la fameuse marche «spontanée» à Alger pour dénoncer les atteintes répétées à l'Islam et au dernier des prophètes, Ali-Fawzi Rebaïne la met sur le compte de la responsabilité du pouvoir en place.**

**M. Kebci - Alger - (Le Soir) -** «Je me suis rendu comme tout musulman à cette marche avant de rentrer chez moi devant les slogans glorifiant Daesh, les dépassements et les violences qui l'ont émaillée», affirmait, hier dimanche le président de Ahd 54 lors d'une conférence de presse.

Ceci avant de mettre en avant la responsabilité du pouvoir où, dira-t-il plus crûment, celle du président de la République qui, selon lui, aurait dû agir comme l'a fait son homologue français en

organisant cette manifestation.

Estimant que l'affaire *Charlie Hebdo* est purement une affaire franco-française, il dénoncera le «monopole» français sur les libertés et les droits de l'Homme tout comme il regrettera le silence des officiels dont notamment les présidents des deux Chambres du Parlement ou de ministres qui, selon eux, ont peur pour leurs avantages parisiens entre cartes de séjour, résidences et autres visas.

Ceci non sans s'attarder sur les retombées de cette affaire sur notre large communauté établie dans l'Hexagone.

Evoquant l'autre point chaud de l'actualité nationale, les manifestations contre l'exploitation du gaz de schiste dans certaines localités du Sud du pays, le président de Ahd 54 montrera égale-

ment du doigt le président de la République. «Les populations du Sud veulent connaître la position du Président, où est-il ?», s'interrogera-t-il.

Pour Rebaïne, le gaz de schiste, ce n'est même pas la peine d'y penser, estimant qu'il y a d'autres priorités dont le solaire ou encore l'éolien. Il plaidera pour une démarche de développement pour le sud du pays dont il dénoncera les élus locaux et les représentants nationaux (députés et autres sénateurs).

Quant à Ghardaïa, le président de Ahd 54 y voit des «arrière-pensées» et une «volontaire absence de volonté politique» pour régler le problème. «Si on me charge demain du dossier, je le réglerai aussitôt», s'engagera-t-il.

M. K.

### FLN

## Les «redresseurs» préparent une conférence nationale

Le mouvement de redressement du Front de libération nationale, que conduit Abdelkrim Abada, a organisé, samedi dernier, à Tiaaret, une rencontre régionale pour «concrétiser le programme contenu dans la feuille de route fixée par la lettre ouverte adressée au secrétaire général» du parti, Amar Saâdani. C'est ce qu'a annoncé le coordinateur général du mouvement dans un communiqué rendu public hier. Pour rappel, cette aile des contestataires de l'actuel secrétaire général de l'ex-parti unique que mène Abada avait adressé, en novembre dernier, une proposition, sous forme de lettre ouverte, à Saâdani consistant en la constitution d'une commission paritaire de préparation du prochain congrès. Une lettre et une proposition restées sans réponse ce qui signifie une fin de non-recevoir de la part de l'actuelle direction du FLN. Abada revient donc à la charge et, après avoir dressé un véritable réquisitoire contre l'actuelle direction qu'il accuse de préparer un «congrès sur mesure», il annonce l'intention de son mouvement de «poursuivre l'organisation d'autres rencontres régionales et de wilaya et qui seront couronnées par la tenue d'une conférence nationale qui déterminera la position du mouvement quant à la crise que vit le parti». Il lancera également un appel à l'ensemble des militants et «surtout des membres du comité central pour se mobiliser afin de sauver le parti des divisions, un parti qui est pris en otage et qui connaît une dangereuse déviation».

L'aile Abada réussira-t-elle, ceci étant, à constituer une force capable de renverser les rapports de force ? Pas si évident lorsqu'on constate que les contestataires sont eux-mêmes divisés entre cette aile-là et celle conduite par Abderrahmane Belayat.

K. A.